

J. CARETTE
Tailleur
101, rue de Lannoy
ROUBAIX
De fait que sur mesure

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS : Nord et Métropole... 3 mois, 12.00; 6 mois, 22.00; 1 an, 45.00.
France et Belgique... 13.00; 25.00; 50.00.
Union postale... 22.00; 43.00; 82.00.

REDACTION-ANNONCES : ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1000. Inter. 1190.
TOURCOING : 33, rue Carot. Téléph. 37.
Chèques postaux 87 1416

PARDESSUS
SUR MESURE
à partir de
250^{fr}
Jules CARETTE
65, rue de Lannoy, Roubaix

LA SEMAINE DU BLÉ

Il y a eu une *Journée du lait* et voici qu'on nous annonce une *Semaine du blé*.
La question de la production du blé sera examinée sous tous ses aspects, et les notes de ceux qui participent à cette semaine ont une réputation de science et de réalisme qui permettent d'en augurer les meilleurs résultats.
Résultats nécessaires car nous manquons de blé.
Cependant, jadis, à pasturage et labourage s'étaient les deux manières de la France. Notre sol, un des plus fertiles du monde, pouvait nourrir 100 millions d'habitants. Il n'en compte que 39 millions et il nous faut importer des céréales d'Amérique.
La terre de France nous refuse le « brun d'herbe » vers à qui porte en lui l'espérance infatigable du pain.
Pourquoi ?
Il est bon d'en rappeler les causes d'ordre général.
La première est le dépeuplement. Il y a longtemps qu'on a dit « l'agriculture manque le bras », indiquant ainsi que les bras de l'homme sont l'élément essentiel de la fécondité de la terre.
Une remarque suffit à le faire éclater aux yeux : Les pauvres terres de l'Allemagne du Nord ont un rendement supérieur à nos riches terres de la Brie, de la Beauce et de la Normandie, et cela depuis que la population allemande s'accroît. Quand l'Allemagne avait 40 millions d'habitants, le sol ne les nourrissait pas; ils émigraient pour ne pas mourir de faim. En 1914, l'Allemagne avait 68 millions d'habitants et plus d'émigration. Seulement, on y gâtait depuis longtemps et on allait se jeter sur les terres riches, riches et incultes de nos provinces dépeuplées.
Les richesses naturelles les plus abondantes, si l'homme n'est pas, à leur tour, le maître en œuvre, se n'ont plus qu'un peu de maigre, inerte et stérile. Au contraire, la fécondité de la race crée celle du sol.
Voilà ce qu'on ne dira jamais trop.
Une des raisons et non des moindres du dépeuplement, de l'abandon des campagnes et de la stérilité de la terre, c'est notre régime alimentaire. Envasé dans ses rapports avec la terre, on a pu appeler notre législation sur les successions « une législation qui tue ».
Notre code est tout imprégné d'individualisme et il a voulu l'égalité absolue des partages.
L'équivalence des lots entre les héritiers, ce n'est pas assez pour lui; la loi a voulu leur équivalence en nature : il lui convient de faire entrer, s'il se peut, dans chaque lot, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature ou valeur (Article 823 du Code Civil). On voit le résultat. C'est la terre, à chaque décès, divisée, morcelée, démembrée, émietlée.
Les hommes que la guerre a amenés à étudier de près le problème de notre production alimentaire et qui se sont penchés sur lui avec la volonté de le déchiffrer, ont particulièrement bien vu cela.
M. Victor Boret, ancien ministre de l'Agriculture, a écrit à ce sujet l'abandon. Mais c'est la terre qui s'effrite sous ses pieds.
La terre, à la campagne, est le support naturel qui soutient la famille et la vie vivante; la terre s'effrite, la famille s'est effondrée avec elle. Les cadets sont allés à la ville, vers l'usine, vers l'antichambre ou vers quelque administration; ou plus simplement il n'y a plus eu d'enfant. Pour élever la vente du bien qu'il avait acquis et fécondé par son vie de travail, le paysan français a évité d'avoir des enfants.
Il en a eu un pour lui succéder, deux tout au plus, espérant qu'à deux l'entente serait possible.
La loi est allée à l'encontre de la nécessité et de la vérité sociale. Ne pouvant abroger la loi le paysan a fait en sorte que ses propres enfants ne pussent un jour l'invoquer contre sa terre, en lui qui veut voir, entre ses mains de ses descendants, le prolongement de sa personne.

C'est toujours le dépeuplement qui fait combattre et pour cela les sources multiples de ce dépeuplement.
Qu'on omette pas de le dire à la « Semaine du blé » !
Joseph CROMBÉ.

LES REPARATIONS

L'ENTREVUE DE LONDRES aurait lieu les 9 et 10 décembre

Paris, 30 novembre. — M. Bonar Law a proposé les dates des 9 et 10 décembre pour la réunion des ministres français, anglais, belge et néerlandais, en vue d'échanger leurs vues sur le problème des réparations.
M. Poincaré et MM. Theunis et Jaspard ont fait connaître, pour leur part, qu'ils acceptaient cette date. Des échanges de vue ont lieu actuellement entre les chanceries de Londres et Rome, en vue d'obtenir l'adhésion de M. Mussolini.
LES SUJETS QUI SERONT ABORDÉS PAR LES ALLIÉS
Paris, 30 novembre. — Sur quels sujets porteront ces conversations des chefs de gouvernement alliés ?
D'abord, et avant tout, sur la question du moratorium.
Il s'agit, d'autre part, de voir s'il y a lieu de fixer à Bruxelles l'ensemble de la dette allemande, et s'il est opportun d'y examiner en même temps le problème des dettes interalliées.
Enfin, se posera la question des mesures de contrainte ou de prise de gage.
LES INDUSTRIELS ALLEMANDS AJOURNENT LEUR VOYAGE DANS LES RÉGIONS LIBÉRÉES
Berlin, 30 novembre. — Le voyage projeté des grands industriels allemands dans les régions libérées a été renvoyé à une date indéterminée.

LA POLITIQUE

La situation politique internationale est très tendue. L'Europe s'agit sur un volcan, aurait certainement dit Joseph Prudhomme s'il avait vécu en nos temps troublés. Malgré la fatigue et la perte d'une atroce guerre, les esprits restent toujours prêts à en venir aux mains. Chaque discussion autour de la paix fait surgir un prétexte à conflit.
Voyez ce qui se passe en ce moment pendant que les représentants officiels des puissances réunis à Lausanne, cherchent à résoudre l'insoluble question orientale. L'Angleterre rompt avec la Grèce à cause de l'expédition des cinq ministres de Constantinople et d'un général malheureux. Il n'est pas possible encore d'envisager les suites probables de cette rupture, mais en soi-même, le fait est grave et plein de menaces.
La condamnation et la mort immédiate de M. Gourmaria et de ses complices peuvent avoir des conséquences extérieures extrêmement fâcheuses.
La justice par trop sommaire du nouveau gouvernement d'Athènes est déjà sévèrement critiquée à Pétersbourg. Elle n'attire que de sympathie aux exécutifs trop dociles de la vengeance populaire. Cette vengeance, d'ailleurs, ne manque-t-elle pas de faire remarquer, on ne s'extermie avec autant d'ardeur plus de raison à l'égard du premier et du grand responsable des maux de la nation grecque : le roi Constantin.
Pourquoi punir les bras qui ont agi quand on laisse tranquille sur ses épaules, à titre que commandé ? Pourquoi fuir des hommes d'Etat et un soldat, coupables surtout de fidélité envers un prince indigne et incapable, quand on favorise la fuite de celui-ci et qu'on place son nez sur le tapis ?
L'expédition des ministres grecs apparaît donc comme une faute politique qui complique encore gravement le problème de la paix en Orient.
D'autre part, l'attitude de la Turquie et de la Russie n'est pas de nature à lacer la solution attendue.
Et voilà que la fausse des messages romantiques. Pourquoi le franc haïssait-il? Pourquoi que nous avons pu de prendre des gages et d'exiger de l'Allemagne le règlement des réparations? Venons nous punir de nous montrer fermes et résolu en face de la duplicité allemande ?
Parait tous les bruits qui circulent au sujet de la conduite du gouvernement français, il est en un quel est fait pour nous attirer : en préte à la Belgique l'intention de nous abandonner dans la question des paiements et cela dans le but d'obtenir le milliard que le Reich doit lui verser par priorité. Nous ne voulons pas croire que MM. Theunis et Jaspard puissent s'associer aux banquiers autrichiens qui, avec un moratorium, proposent une nouvelle réduction de la dette allemande.
On sait bien à Bruxelles, que la France ne peut accepter une telle proposition. On ignore pas non plus que la France, si on l'y oblige, est décidée à jouer la partie seule.
Et pendant que dans la vieille Europe, les passions et les intérêts divisent de plus en plus les peuples, même ceux qui un idéal commun avait réunis sur le champ de bataille, en Amérique, un grand Français fait entendre aux alliés d'hier et de demain, de hautes et graves vérités.
On a pu douter un instant de l'utilité et de l'opportunité du voyage de M. Clemenceau aux Etats-Unis. Maintenant, que les échos des manifestations enthousiastes de Boston et de Chicago arrivent jusqu'à nous, il est possible de dire que les discours de notre grand old man se sont admirablement adaptés à la cause de la France et de la cause de la paix.
Comme la statue de la Liberté offerte par la France aux Etats-Unis éclaire le monde, le vieux homme d'Etat français fait luire sur la grande question, le flambeau de la vérité.
Maurice AUDET.

M. CLEMENCEAU EN AMÉRIQUE

Un message au peuple américain

Chicago, 30 novembre. — M. Clemenceau a visité l'Art Institute, où il s'est arrêté tout spécialement dans les salles contenant les œuvres des peintres français.
Il s'est ensuite rendu à l'exposition annuelle du Salon des Artistes Français et au Muséum d'Histoire Naturelle.
Dans la soirée, il a assisté à une représentation à l'Opéra.
A l'occasion du « Thanksgiving Day », M. Clemenceau a adressé au peuple américain, un message, le redoublant de l'aimable réception qui lui a été réservée, et de l'attention portée à ses discours.
A l'occasion de la « Thanksgiving Day », M. Clemenceau a adressé au peuple américain, un message, le redoublant de l'aimable réception qui lui a été réservée, et de l'attention portée à ses discours.
Toutes les preuves abondent que ses paroles provoquent un grand intérêt et leur ségation aux Etats-Unis.
Elles ont été les Américains de leur espèce de l'énergie et les obligent à réfléchir, à se demander s'il ne leur reste pas quelque chose à faire et s'ils ne doivent pas se décider à intervenir immédiatement dans les affaires européennes.

Quels résultats obtiendront les discours de l'ex-Premier français ?

Chicago, 30 novembre. — Une haute personnalité, interviewée, a déclaré :
Il est impossible de prédire, dès à présent, quels seront les effets et les résultats que produiront les discours de M. Clemenceau.
Toutefois, les preuves abondent que ses paroles provoquent un grand intérêt et leur ségation aux Etats-Unis.
Elles ont été les Américains de leur espèce de l'énergie et les obligent à réfléchir, à se demander s'il ne leur reste pas quelque chose à faire et s'ils ne doivent pas se décider à intervenir immédiatement dans les affaires européennes.

Lord Derby va inspecter le corps d'occupation sur le Rhin

Londres, 30 novembre. On annonce que lord Derby, ministre de la Guerre, a l'intention d'aller inspecter le corps d'occupation britannique sur le Rhin et qu'il arrivera probablement à Cologne le 14 décembre.

Les troupes américaines d'occupation restent sur le Rhin

Londres, 30 novembre. — On mande de New-York que le département d'Etat a fait savoir qu'en dépit de son désir de rappeler aux Etats-Unis les troupes américaines d'occupation sur le Rhin, le Gouvernement a décidé de les laisser à leurs postes.

LA POLITIQUE

La situation politique internationale est très tendue. L'Europe s'agit sur un volcan, aurait certainement dit Joseph Prudhomme s'il avait vécu en nos temps troublés. Malgré la fatigue et la perte d'une atroce guerre, les esprits restent toujours prêts à en venir aux mains. Chaque discussion autour de la paix fait surgir un prétexte à conflit.
Voyez ce qui se passe en ce moment pendant que les représentants officiels des puissances réunis à Lausanne, cherchent à résoudre l'insoluble question orientale. L'Angleterre rompt avec la Grèce à cause de l'expédition des cinq ministres de Constantinople et d'un général malheureux. Il n'est pas possible encore d'envisager les suites probables de cette rupture, mais en soi-même, le fait est grave et plein de menaces.
La condamnation et la mort immédiate de M. Gourmaria et de ses complices peuvent avoir des conséquences extérieures extrêmement fâcheuses.
La justice par trop sommaire du nouveau gouvernement d'Athènes est déjà sévèrement critiquée à Pétersbourg. Elle n'attire que de sympathie aux exécutifs trop dociles de la vengeance populaire. Cette vengeance, d'ailleurs, ne manque-t-elle pas de faire remarquer, on ne s'extermie avec autant d'ardeur plus de raison à l'égard du premier et du grand responsable des maux de la nation grecque : le roi Constantin.
Pourquoi punir les bras qui ont agi quand on laisse tranquille sur ses épaules, à titre que commandé ? Pourquoi fuir des hommes d'Etat et un soldat, coupables surtout de fidélité envers un prince indigne et incapable, quand on favorise la fuite de celui-ci et qu'on place son nez sur le tapis ?
L'expédition des ministres grecs apparaît donc comme une faute politique qui complique encore gravement le problème de la paix en Orient.
D'autre part, l'attitude de la Turquie et de la Russie n'est pas de nature à lacer la solution attendue.
Et voilà que la fausse des messages romantiques. Pourquoi le franc haïssait-il? Pourquoi que nous avons pu de prendre des gages et d'exiger de l'Allemagne le règlement des réparations? Venons nous punir de nous montrer fermes et résolu en face de la duplicité allemande ?
Parait tous les bruits qui circulent au sujet de la conduite du gouvernement français, il est en un quel est fait pour nous attirer : en préte à la Belgique l'intention de nous abandonner dans la question des paiements et cela dans le but d'obtenir le milliard que le Reich doit lui verser par priorité. Nous ne voulons pas croire que MM. Theunis et Jaspard puissent s'associer aux banquiers autrichiens qui, avec un moratorium, proposent une nouvelle réduction de la dette allemande.
On sait bien à Bruxelles, que la France ne peut accepter une telle proposition. On ignore pas non plus que la France, si on l'y oblige, est décidée à jouer la partie seule.
Et pendant que dans la vieille Europe, les passions et les intérêts divisent de plus en plus les peuples, même ceux qui un idéal commun avait réunis sur le champ de bataille, en Amérique, un grand Français fait entendre aux alliés d'hier et de demain, de hautes et graves vérités.
On a pu douter un instant de l'utilité et de l'opportunité du voyage de M. Clemenceau aux Etats-Unis. Maintenant, que les échos des manifestations enthousiastes de Boston et de Chicago arrivent jusqu'à nous, il est possible de dire que les discours de notre grand old man se sont admirablement adaptés à la cause de la France et de la cause de la paix.
Comme la statue de la Liberté offerte par la France aux Etats-Unis éclaire le monde, le vieux homme d'Etat français fait luire sur la grande question, le flambeau de la vérité.
Maurice AUDET.

LA POLITIQUE

La situation politique internationale est très tendue. L'Europe s'agit sur un volcan, aurait certainement dit Joseph Prudhomme s'il avait vécu en nos temps troublés. Malgré la fatigue et la perte d'une atroce guerre, les esprits restent toujours prêts à en venir aux mains. Chaque discussion autour de la paix fait surgir un prétexte à conflit.
Voyez ce qui se passe en ce moment pendant que les représentants officiels des puissances réunis à Lausanne, cherchent à résoudre l'insoluble question orientale. L'Angleterre rompt avec la Grèce à cause de l'expédition des cinq ministres de Constantinople et d'un général malheureux. Il n'est pas possible encore d'envisager les suites probables de cette rupture, mais en soi-même, le fait est grave et plein de menaces.
La condamnation et la mort immédiate de M. Gourmaria et de ses complices peuvent avoir des conséquences extérieures extrêmement fâcheuses.
La justice par trop sommaire du nouveau gouvernement d'Athènes est déjà sévèrement critiquée à Pétersbourg. Elle n'attire que de sympathie aux exécutifs trop dociles de la vengeance populaire. Cette vengeance, d'ailleurs, ne manque-t-elle pas de faire remarquer, on ne s'extermie avec autant d'ardeur plus de raison à l'égard du premier et du grand responsable des maux de la nation grecque : le roi Constantin.
Pourquoi punir les bras qui ont agi quand on laisse tranquille sur ses épaules, à titre que commandé ? Pourquoi fuir des hommes d'Etat et un soldat, coupables surtout de fidélité envers un prince indigne et incapable, quand on favorise la fuite de celui-ci et qu'on place son nez sur le tapis ?
L'expédition des ministres grecs apparaît donc comme une faute politique qui complique encore gravement le problème de la paix en Orient.
D'autre part, l'attitude de la Turquie et de la Russie n'est pas de nature à lacer la solution attendue.
Et voilà que la fausse des messages romantiques. Pourquoi le franc haïssait-il? Pourquoi que nous avons pu de prendre des gages et d'exiger de l'Allemagne le règlement des réparations? Venons nous punir de nous montrer fermes et résolu en face de la duplicité allemande ?
Parait tous les bruits qui circulent au sujet de la conduite du gouvernement français, il est en un quel est fait pour nous attirer : en préte à la Belgique l'intention de nous abandonner dans la question des paiements et cela dans le but d'obtenir le milliard que le Reich doit lui verser par priorité. Nous ne voulons pas croire que MM. Theunis et Jaspard puissent s'associer aux banquiers autrichiens qui, avec un moratorium, proposent une nouvelle réduction de la dette allemande.
On sait bien à Bruxelles, que la France ne peut accepter une telle proposition. On ignore pas non plus que la France, si on l'y oblige, est décidée à jouer la partie seule.
Et pendant que dans la vieille Europe, les passions et les intérêts divisent de plus en plus les peuples, même ceux qui un idéal commun avait réunis sur le champ de bataille, en Amérique, un grand Français fait entendre aux alliés d'hier et de demain, de hautes et graves vérités.
On a pu douter un instant de l'utilité et de l'opportunité du voyage de M. Clemenceau aux Etats-Unis. Maintenant, que les échos des manifestations enthousiastes de Boston et de Chicago arrivent jusqu'à nous, il est possible de dire que les discours de notre grand old man se sont admirablement adaptés à la cause de la France et de la cause de la paix.
Comme la statue de la Liberté offerte par la France aux Etats-Unis éclaire le monde, le vieux homme d'Etat français fait luire sur la grande question, le flambeau de la vérité.
Maurice AUDET.

LA POLITIQUE

La situation politique internationale est très tendue. L'Europe s'agit sur un volcan, aurait certainement dit Joseph Prudhomme s'il avait vécu en nos temps troublés. Malgré la fatigue et la perte d'une atroce guerre, les esprits restent toujours prêts à en venir aux mains. Chaque discussion autour de la paix fait surgir un prétexte à conflit.
Voyez ce qui se passe en ce moment pendant que les représentants officiels des puissances réunis à Lausanne, cherchent à résoudre l'insoluble question orientale. L'Angleterre rompt avec la Grèce à cause de l'expédition des cinq ministres de Constantinople et d'un général malheureux. Il n'est pas possible encore d'envisager les suites probables de cette rupture, mais en soi-même, le fait est grave et plein de menaces.
La condamnation et la mort immédiate de M. Gourmaria et de ses complices peuvent avoir des conséquences extérieures extrêmement fâcheuses.
La justice par trop sommaire du nouveau gouvernement d'Athènes est déjà sévèrement critiquée à Pétersbourg. Elle n'attire que de sympathie aux exécutifs trop dociles de la vengeance populaire. Cette vengeance, d'ailleurs, ne manque-t-elle pas de faire remarquer, on ne s'extermie avec autant d'ardeur plus de raison à l'égard du premier et du grand responsable des maux de la nation grecque : le roi Constantin.
Pourquoi punir les bras qui ont agi quand on laisse tranquille sur ses épaules, à titre que commandé ? Pourquoi fuir des hommes d'Etat et un soldat, coupables surtout de fidélité envers un prince indigne et incapable, quand on favorise la fuite de celui-ci et qu'on place son nez sur le tapis ?
L'expédition des ministres grecs apparaît donc comme une faute politique qui complique encore gravement le problème de la paix en Orient.
D'autre part, l'attitude de la Turquie et de la Russie n'est pas de nature à lacer la solution attendue.
Et voilà que la fausse des messages romantiques. Pourquoi le franc haïssait-il? Pourquoi que nous avons pu de prendre des gages et d'exiger de l'Allemagne le règlement des réparations? Venons nous punir de nous montrer fermes et résolu en face de la duplicité allemande ?
Parait tous les bruits qui circulent au sujet de la conduite du gouvernement français, il est en un quel est fait pour nous attirer : en préte à la Belgique l'intention de nous abandonner dans la question des paiements et cela dans le but d'obtenir le milliard que le Reich doit lui verser par priorité. Nous ne voulons pas croire que MM. Theunis et Jaspard puissent s'associer aux banquiers autrichiens qui, avec un moratorium, proposent une nouvelle réduction de la dette allemande.
On sait bien à Bruxelles, que la France ne peut accepter une telle proposition. On ignore pas non plus que la France, si on l'y oblige, est décidée à jouer la partie seule.
Et pendant que dans la vieille Europe, les passions et les intérêts divisent de plus en plus les peuples, même ceux qui un idéal commun avait réunis sur le champ de bataille, en Amérique, un grand Français fait entendre aux alliés d'hier et de demain, de hautes et graves vérités.
On a pu douter un instant de l'utilité et de l'opportunité du voyage de M. Clemenceau aux Etats-Unis. Maintenant, que les échos des manifestations enthousiastes de Boston et de Chicago arrivent jusqu'à nous, il est possible de dire que les discours de notre grand old man se sont admirablement adaptés à la cause de la France et de la cause de la paix.
Comme la statue de la Liberté offerte par la France aux Etats-Unis éclaire le monde, le vieux homme d'Etat français fait luire sur la grande question, le flambeau de la vérité.
Maurice AUDET.

LA POLITIQUE

La situation politique internationale est très tendue. L'Europe s'agit sur un volcan, aurait certainement dit Joseph Prudhomme s'il avait vécu en nos temps troublés. Malgré la fatigue et la perte d'une atroce guerre, les esprits restent toujours prêts à en venir aux mains. Chaque discussion autour de la paix fait surgir un prétexte à conflit.
Voyez ce qui se passe en ce moment pendant que les représentants officiels des puissances réunis à Lausanne, cherchent à résoudre l'insoluble question orientale. L'Angleterre rompt avec la Grèce à cause de l'expédition des cinq ministres de Constantinople et d'un général malheureux. Il n'est pas possible encore d'envisager les suites probables de cette rupture, mais en soi-même, le fait est grave et plein de menaces.
La condamnation et la mort immédiate de M. Gourmaria et de ses complices peuvent avoir des conséquences extérieures extrêmement fâcheuses.
La justice par trop sommaire du nouveau gouvernement d'Athènes est déjà sévèrement critiquée à Pétersbourg. Elle n'attire que de sympathie aux exécutifs trop dociles de la vengeance populaire. Cette vengeance, d'ailleurs, ne manque-t-elle pas de faire remarquer, on ne s'extermie avec autant d'ardeur plus de raison à l'égard du premier et du grand responsable des maux de la nation grecque : le roi Constantin.
Pourquoi punir les bras qui ont agi quand on laisse tranquille sur ses épaules, à titre que commandé ? Pourquoi fuir des hommes d'Etat et un soldat, coupables surtout de fidélité envers un prince indigne et incapable, quand on favorise la fuite de celui-ci et qu'on place son nez sur le tapis ?
L'expédition des ministres grecs apparaît donc comme une faute politique qui complique encore gravement le problème de la paix en Orient.
D'autre part, l'attitude de la Turquie et de la Russie n'est pas de nature à lacer la solution attendue.
Et voilà que la fausse des messages romantiques. Pourquoi le franc haïssait-il? Pourquoi que nous avons pu de prendre des gages et d'exiger de l'Allemagne le règlement des réparations? Venons nous punir de nous montrer fermes et résolu en face de la duplicité allemande ?
Parait tous les bruits qui circulent au sujet de la conduite du gouvernement français, il est en un quel est fait pour nous attirer : en préte à la Belgique l'intention de nous abandonner dans la question des paiements et cela dans le but d'obtenir le milliard que le Reich doit lui verser par priorité. Nous ne voulons pas croire que MM. Theunis et Jaspard puissent s'associer aux banquiers autrichiens qui, avec un moratorium, proposent une nouvelle réduction de la dette allemande.
On sait bien à Bruxelles, que la France ne peut accepter une telle proposition. On ignore pas non plus que la France, si on l'y oblige, est décidée à jouer la partie seule.
Et pendant que dans la vieille Europe, les passions et les intérêts divisent de plus en plus les peuples, même ceux qui un idéal commun avait réunis sur le champ de bataille, en Amérique, un grand Français fait entendre aux alliés d'hier et de demain, de hautes et graves vérités.
On a pu douter un instant de l'utilité et de l'opportunité du voyage de M. Clemenceau aux Etats-Unis. Maintenant, que les échos des manifestations enthousiastes de Boston et de Chicago arrivent jusqu'à nous, il est possible de dire que les discours de notre grand old man se sont admirablement adaptés à la cause de la France et de la cause de la paix.
Comme la statue de la Liberté offerte par la France aux Etats-Unis éclaire le monde, le vieux homme d'Etat français fait luire sur la grande question, le flambeau de la vérité.
Maurice AUDET.

UN CONFLIT ENTRE LE ROI ET LE GOUVERNEMENT

Le souverain prisonnier dans son palais Le prince André mis en jugement

Athènes, 30 novembre. — Le Roi de Grèce a été déclaré prisonnier dans son palais.



LE ROI GEORGES II DE GRÈCE fils de l'ex-roi Constantin

Le Roi de Grèce a été déclaré prisonnier dans son palais. Le prince André a été mis en jugement. Le rapport conclut à son renvoi en jugement.

Le prince André va être mis en jugement

Athènes, 30 novembre. — L'incrimination contre le prince André de Grèce est prononcée. Le rapport conclut à son renvoi en jugement.

Arrestation de 3 généraux

Athènes, 30 novembre. — Les généraux Papanicolaou, Doussinakis et Valtolina ont été arrêtés.

Le ministre d'Italie serait rappelé

Paris, 30 novembre. — On mande de Rome que le ministre d'Italie à Athènes serait rappelé.

Le Prix Lasserre à M. Elémir Bourges

La commission instituée en vue d'attribuer le prix Lasserre de la Fondation Lasserre, s'est réunie au ministère de l'Instruction publique, sous la présidence de Mme la comtesse de Noailles.

Le ministre d'Italie serait rappelé

Paris, 30 novembre. — On mande de Rome que le ministre d'Italie à Athènes serait rappelé.



M. ELEMIR BOURGES

Le ministre d'Italie serait rappelé

Paris, 30 novembre. — On mande de Rome que le ministre d'Italie à Athènes serait rappelé.

A CONSTANTINOPLÉ DEUX COMMISSAIRES ALLIÉS DEMISSIONNENT

Constantinople, 30 novembre. — Le colonel Ballard, président de la Commission internationale à Constantinople, et le colonel Maxwell, commandant la police de Pera et Galata, viennent de donner leur démission.

L'ALLEMAGNE FOURNIT DES ARMES A LA TURQUIE

Paris, 30 novembre. — Il est très évident que le trafic des armes et des munitions se fait sur une très grande échelle entre l'Allemagne et la Turquie.

LA SÉANCE DE JEUDI AU SÉNAT

LA FLOTTE D'ÉTAT

Paris, 30 novembre. — La séance est ouverte à 15 h. 15 sous la présidence de M. Léon Bourgeois.

LES MONUMENTS COMMÉMORATIFS DE VERDUN ET DE LA MARNE

On s'occupe ensuite du débat sur le crédit de 200.000 francs voté par la Chambre pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun.

LES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Le Sénat discute ensuite le projet concernant la fondation des comptes spéciaux du Trésor.

LES MONUMENTS COMMÉMORATIFS DE VERDUN ET DE LA MARNE

On s'occupe ensuite du débat sur le crédit de 200.000 francs voté par la Chambre pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun.

LES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Le Sénat discute ensuite le projet concernant la fondation des comptes spéciaux du Trésor.

LES MONUMENTS COMMÉMORATIFS DE VERDUN ET DE LA MARNE

On s'occupe ensuite du débat sur le crédit de 200.000 francs voté par la Chambre pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun.

LES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Le Sénat discute ensuite le projet concernant la fondation des comptes spéciaux du Trésor.

LES MONUMENTS COMMÉMORATIFS DE VERDUN ET DE LA MARNE

On s'occupe ensuite du débat sur le crédit de 200.000 francs voté par la Chambre pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun.

LES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Le Sénat discute ensuite le projet concernant la fondation des comptes spéciaux du Trésor.

LES MONUMENTS COMMÉMORATIFS DE VERDUN ET DE LA MARNE

On s'occupe ensuite du débat sur le crédit de 200.000 francs voté par la Chambre pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun.

LES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Le Sénat discute ensuite le projet concernant la fondation des comptes spéciaux du Trésor.

LES MONUMENTS COMMÉMORATIFS DE VERDUN ET DE LA MARNE

On s'occupe ensuite du débat sur le crédit de 200.000 francs voté par la Chambre pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun.

LES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Le Sénat discute ensuite le projet concernant la fondation des comptes spéciaux du Trésor.

LES MONUMENTS COMMÉMORATIFS DE VERDUN ET DE LA MARNE

On s'occupe ensuite du débat sur le crédit de 200.000 francs voté par la Chambre pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun.

LES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Le Sénat discute ensuite le projet concernant la fondation des comptes spéciaux du Trésor.

LES MONUMENTS COMMÉMORATIFS DE VERDUN ET DE LA MARNE

On s'occupe ensuite du débat sur le crédit de 200.000 francs voté par la Chambre pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des soldats de Verdun.

La Chambre discute le budget de la guerre

Un amendement de M. Escoffier demandant la suppression des crédits pour les armées militaires est rejeté par 414 voix contre 161

Paris, 30 novembre. — M. Escoffier a demandé la suppression des crédits pour les armées militaires. Le Sénat a rejeté son amendement par 414 voix contre 161.

LE BUDGET DE LA GUERRE

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget de la guerre.

LE CARBURANT NATIONAL

M. Barthe plaide ensuite la cause du carburant national, faisant ressortir que le pétrole que nous aurions à acheter chez nous les produits nécessaires à la marine, des moteurs.

Intervention de M. Loucheur

M. Loucheur, ancien ministre de la Reconstruction industrielle, se livre à une intervention au sujet de la garantie des recherches pour le carburant national.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

Paris, 30 novembre. — M. Raoul Péret ouvre la séance à 15 h. 10.

LE BUDGET DE LA GUERRE

L'ordre